

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2010 — 2803

[C — 2010/29436]

**8 JULI 2010. — Decreet tot wijziging van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Artikel 9 van het decreet van 26 maart 2009 tot wijziging van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

**Art. 2.** Hoofdstuk VI wordt vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK VI. — Overgangsbepalingen

Art. 18. Om te kunnen overgaan tot een evaluatie van het vijfjarenprogramma en een voorstelling aan het Parlement van het verslag bedoeld in artikel 2, § 2/1, wordt het vijfjarenprogramma voor gezondheidspromotie bedoeld in artikel 2, § 1, waarbij de periode 2004-2008 gedekt wordt, tot 31 december 2011 verlengd.

Art. 19. De Regering kan, op advies van de Hoge Raad voor Gezondheidspromotie, bepalen dat de erkenningen toegekend aan de gemeenschappelijke diensten voor gezondheidspromotie die in de loop van het jaar 2010 ten einde lopen, met twee jaar verlengd worden.

Art. 20. De Regering kan, op advies van de Hoge Raad voor Gezondheidspromotie, bepalen dat de erkenningen toegekend aan de plaatselijke centra voor gezondheidspromotie die in de loop van het jaar 2010 ten einde lopen, met twee jaar verlengd worden. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 8 juli 2010.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,  
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-D. SIMONET

—  
Nota

(1) *Zitting 2009-2010.*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 103-1. — Verslag nr. 103-2.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming.- Vergadering van 7 juli 2010.

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 2804

[2010/204260]

**15 JUILLET 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la redevance pour occupation du domaine public par le réseau gazier**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu l'article 20 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, remplacé par le décret du 10 décembre 2009;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 7 juillet 2010;

Vu l'avis 48.497/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 juillet 2010, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence,

Considérant que la redevance de voirie s'impose aux gestionnaires de réseaux de distribution et qu'il est indispensable que ceux-ci connaissent au plus tôt la portée du mécanisme et notamment le versement aux communes, aux provinces et à la Région, ainsi que l'exonération du volume de consommation de ces instances afin d'en assurer le paiement dès 2010;

Sur proposition du Ministre du Développement durable et du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville;

Après délibération,

Arrête :

**TITRE I<sup>er</sup>. — Redevance pour occupation du domaine public par le réseau gazier**

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Des dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

- 1<sup>o</sup> "décret" : le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;
- 2<sup>o</sup> "administration" : le Département de l'Energie et du Bâtiment durable de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie;
- 3<sup>o</sup> "pouvoirs publics" : les communes, les provinces et la Région wallonne;
- 4<sup>o</sup> "kWhgaz" : la consommation de gaz exprimée en pouvoir calorifique supérieur.

Les définitions figurant à l'article 2 du décret sont applicables aux termes du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *De la déclaration d'occupation du domaine public*

**Art. 2.** Avant le 31 mars de chaque année, tout gestionnaire de réseau est tenu de déclarer à l'administration tous les éléments nécessaires à l'établissement de la redevance pour l'occupation du domaine public par le réseau dont il assure la gestion.

**Art. 3.** La déclaration est établie, en deux exemplaires, au moyen du formulaire dont le modèle figure à l'annexe du présent arrêté. Le formulaire est également disponible sur support informatique.

Le formulaire de la déclaration est complété conformément aux indications qui y figurent et est certifié exact, daté et signé.

**Art. 4.** La déclaration est envoyée par recommandé ou remise contre récépissé à l'administration.

CHAPITRE III. — *De l'établissement de la redevance*

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Pour le calcul du montant de la redevance selon la formule visée à l'article 20, alinéa 2, du décret :

1. pour l'établissement du paramètre "kWhGR" : il faut tenir compte des kWhgaz injectés sur le réseau en question du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'année (n-1) par les gestionnaires de réseau et les producteurs connectés au réseau diminués des kWhgaz transférés à d'autres réseaux et diminué du gaz prélevé par les pouvoirs publics en tant que clients finals;
  2. pour l'établissement du facteur "K" par commune, il faut tenir compte de l'adresse des points de consommation relevés sur le territoire de la commune;
  3. en cas de relevé de consommation mensuel, il s'agit de la somme des kWhgaz consommés du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'année (n-1);
  4. en cas de relevé de consommation annuel, il s'agit des kWhgaz figurant sur la facture définitive pour l'année (n-1);
  5. pour l'établissement du facteur "L", la longueur des canalisations de gaz est déterminée sur la base de la longueur des voiries équipées en canalisation de distribution; les canalisations de gaz situées de part et d'autre de l'axe de la voirie, constituent une seule canalisation de gaz;
5. M est fixé à 1,91 euro par MWh.

§ 2. Dans le cadre du calcul de la redevance, les consommations de gaz de chaque pouvoir public, en tant que client final sont désignées respectivement par un facteur :

- "Kcom" pour les communes;
- "Kprov" pour les provinces;
- "Krég" pour la Région wallonne qui reprend les kWhgaz consommés par chaque pouvoir public pour l'ensemble des points de prélèvement dont le pouvoir public est directement titulaire du code EAN.

Afin de déterminer le facteur "Kcom", "Kprov" et "Krég", chaque pouvoir public, le cas échéant avec l'aide des fournisseurs et gestionnaires de réseaux de distribution, établit un tableau identifiant l'ensemble de ses points de prélèvement de gaz.

Ce tableau mentionne :

- les codes EAN des points de prélèvement concernés;
- la localisation (adresse) de ces points de prélèvement;
- l'identification du gestionnaire de réseau de distribution auquel est connecté chaque point de prélèvement;
- l'identification du fournisseur lié à chaque point de prélèvement;
- le volume de consommation de chaque point de prélèvement.

Ce tableau, accompagné d'une déclaration sur l'honneur attestant que ces données sont conformes et représentent l'ensemble des points de consommation dont le pouvoir public est titulaire en tant que client final, est transmis annuellement, par voie électronique, à l'administration et au gestionnaire de réseau pour le 1<sup>er</sup> février de chaque année. A défaut, l'actualisation du facteur "Kcom", "Kprov" ou "Krég" ne pourra pas être effectuée.

**Art. 6.** L'administration vérifie la déclaration visée à l'article 3.

Si la déclaration est incomplète, l'administration en avise le gestionnaire de réseau, par recommandé, dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la déclaration.

Le gestionnaire de réseau dispose d'un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande de l'administration pour adresser, par recommandé, les compléments d'information.

**Art. 7.** L'administration confirme, sur la base des éléments déclarés, les montants des redevances dues aux communes, aux provinces et à la Région.

**Art. 8.** L'administration notifie par recommandé au gestionnaire de réseau les montants des redevances dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la déclaration ou, le cas échéant, de la réception des compléments d'information demandés en application de l'article 6. Elle informe la Région, chaque province et commune ainsi que, le cas échéant, la personne morale de droit public visée à l'article 13, du montant de la redevance qui leur est due.

#### CHAPITRE IV. — *Des recours*

**Art. 9.** Les pouvoirs publics et le gestionnaire de réseau disposent d'un délai de trente jours, à compter de la réception de la notification visée à l'article 8, pour introduire un recours auprès du Ministre. Les montants des redevances ne peuvent être considérés comme définitifs avant l'expiration de ce délai.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours est envoyé par recommandé ou remis contre récépissé à l'administration.

**Art. 10.** L'administration instruit le recours.

Si des compléments d'information sont nécessaires, l'administration en avise le gestionnaire de réseau, ou les pouvoirs publics concernés, par recommandé, dans un délai de quinze jours à dater de la réception du recours.

Le gestionnaire de réseau est tenu, lorsqu'il en est requis par l'administration, de lui communiquer, en vue de vérification, tout document ou renseignement nécessaire à la détermination des données intervenant dans le calcul des kWhGR, K et L.

Le gestionnaire de réseau dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception de la demande de l'administration pour adresser, par recommandé, les compléments d'information.

L'administration entend le gestionnaire de réseau et le pouvoir public qui en fait la demande.

**Art. 11.** Le Ministre notifie sa décision, par recommandé au pouvoir public et au gestionnaire de réseau dans les quarante-cinq jours de la réception du recours ou, le cas échéant, de la réception des compléments d'information demandés en application de l'article 10.

#### CHAPITRE V. — *Du paiement des redevances et intérêts de retard*

**Art. 12.** Le gestionnaire de réseau procède au paiement des redevances, pour moitié, avant le 30 juin et, pour moitié, avant le 31 décembre, de l'année n à laquelle les redevances se rapportent.

Le paiement est effectué auprès de la Région, province et commune ou de toute autre personne morale désignée par elle.

En cas de recours, si la décision sur recours intervient après le 30 juin, le paiement se fait pour moitié de la somme notifiée avant le 30 juin avec compensation sur la seconde tranche en fonction de la décision sur recours avant le 31 décembre.

**Art. 13.** Tout retard imputable au gestionnaire de réseau de par la transmission tardive de la déclaration, des informations sollicitées par l'administration et du paiement de la redevance donne droit à des intérêts de retard au profit du pouvoir public concerné au taux légal augmenté de trois points.

**Art. 14.** La redevance constitue une surcharge au coût d'utilisation du réseau, libellée en kWh transmis.

#### TITRE II. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 15.** Par dérogation à l'article 2, pour l'année 2010, la déclaration doit être transmise à l'administration pour le 1<sup>er</sup> octobre.

Par dérogation à l'article 5, § 2, alinéas 4, pour l'année 2010, le tableau et la déclaration doivent être transmis à l'administration et au gestionnaire de réseau pour le 1<sup>er</sup> septembre. A défaut, la détermination du facteur "Kcom", "Kprov" ou "Kreg" et, par voie de conséquence, l'exonération des montants liés à la redevance de voirie dudit pouvoir public ne pourront être effectués.

Par dérogation à l'article 13, pour l'année 2010, le paiement s'effectue en un versement unique avant le 31 décembre.

**Art. 16.** Le Ministre ayant l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 17.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN



## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 2804

[2010/204260]

**15. JULI 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung  
über die Gebühr auf die Benutzung des öffentlichen Eigentums durch das Gasnetz**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Artikels 20 des Sondergesetzes vom 8. August 1980, abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Artikels 20 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, ersetzt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009;

Aufgrund des am 7. Juli 2010 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 7. Juli 2010 in Anwendung von Artikel 84 § 1 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 48.497/4;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Zahlung einer Straßengebühr für die Betreiber der Versorgungsnetze geboten ist, und dass es unerlässlich ist, dass Letztere so früh wie möglich über die Tragweite des Mechanismus unterrichtet werden, insbesondere betreffend die Zahlung an die Gemeinden, die Provinzen und die Region, sowie betreffend die Freistellung des Verbrauchsvolumens für diese Instanzen, um die Zahlung dieser Gebühr ab 2010 zu sichern;

Auf Vorschlag des Ministers für nachhaltige Entwicklung und des Ministers für lokale Behörden und Städte;

Nach Beratung,

Beschließt:

**TITEL I — Gebühr auf die Benutzung des öffentlichen Eigentums durch das Gasnetz****KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen**

**Artikel 1** - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Dekret": das Dekret 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts;

2° "Verwaltung": die Abteilung Energie und nachhaltige Gebäude der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

3° "öffentliche Behörden": die Gemeinden, die Provinzen und die Wallonische Region;

4° "kWhGas": der als oberer Heizwert ausgedrückte Gasverbrauch.

Die in Artikel 2 des Dekrets angegebenen Definitionen sind auf die Begriffe vorliegenden Erlasses anwendbar.

**KAPITEL II — Die Erklärung über die Benutzung des öffentlichen Eigentums**

**Art. 2** - Vor dem 31. März eines jeden Jahres ist jeder Netzbetreiber verpflichtet, bei der Verwaltung alle Elemente anzugeben, die zur Festlegung der Gebühr auf die Benutzung des öffentlichen Eigentums durch das von ihm betriebene Netz notwendig sind.

**Art. 3** - Diese Erklärung wird mittels des Formulars, dessen Muster vorliegendem Erlass in der Anlage beigefügt wird, in zwei Exemplaren aufgestellt. Das Formular ist ebenfalls auf Datenträger verfügbar.

Das Erklärungsformular wird gemäß den dort stehenden Angaben ausgefüllt, für richtig bescheinigt, datiert und unterschrieben.

**Art. 4** - Die Erklärung wird der Verwaltung per Einschreiben zugeschickt oder gegen eine Empfangsbestätigung ausgehändigt.

**KAPITEL III — Festlegung der Gebühr**

**Art. 5** - § 1 - Bei der Berechnung der Gebühr nach der in Artikel 20 Absatz 2 des Dekrets stehenden Formel sind folgende Hinweise zu beachten:

1. hinsichtlich der Bestimmung des Parameters "kWhGR" muss man die vom 1. Januar bis zum 31. Dezember des Jahres (n-1) durch die Netzbetreiber und die an das Netz angeschlossenen Erzeuger in das betreffende Netz eingespeisten kWhGas berücksichtigen, abzüglich der kWhGas, die anderen Netzen übertragen werden und des von den öffentlichen Behörden als Endkunden entnommenen Gases;

2. hinsichtlich der Bestimmung des Faktors "K" pro Gemeinde muss man die Adresse der auf dem Gebiet der Gemeinde festgestellten Verbrauchspunkte berücksichtigen;

3. bei einer monatlichen Verbrauchserfassung handelt es sich um die Summe der vom 1. Januar bis zum 31. Dezember des Jahres (n-1) verbrauchten kWhGas;

4. bei einer jährlichen Verbrauchserfassung handelt es sich um die kWhGas, die auf der endgültigen Rechnung für das Jahr (n-1) angegeben sind;

5. hinsichtlich der Bestimmung des Faktors "L" wird die Länge der Gasleitungen auf der Grundlage der Länge der mit Versorgungsleitungen ausgerüsteten Straßen und Wege festgelegt; die Gasleitungen, die auf beiden Seiten der Achse der Straße/des Weges liegen, bilden eine einzige Gasleitung;

5. M beträgt 1,91 Euro pro MWh.

§ 2 - Im Rahmen der Berechnung der Gebühr wird der Gasverbrauch jeder öffentlichen Behörde als Endkunde durch folgende Faktoren bezeichnet:

— "Kcom" für die Gemeinden;

— "Kprov" für die Provinzen;

— "Kreg" für die Wallonische Region, wobei dieser Faktor die kWhGas umfasst, die von jeder öffentlichen Behörde für die gesamten Entnahmepunkte verbraucht werden, für die die öffentliche Behörde der direkte Inhaber des EAN-Codes ist.

Zwecks der Bestimmung der Faktoren "Kcom", "Kprov" und "Kreg" stellt jede öffentliche Behörde ggf. mit der Hilfe der Versorger und Betreiber von Versorgungsnetzen eine Tabelle auf, in der die Gesamtheit ihrer Gasentnahmepunkte identifiziert sind.

Diese Tabelle enthält folgende Angaben:

- die EAN-Codes der betreffenden Entnahmepunkte;
- den Standort (die Adresse) dieser Entnahmepunkte;
- die Identifizierung des Betreibers des Versorgungsnetzes, an das jeder Entnahmepunkt angeschlossen ist;
- die Identifizierung des mit jedem Entnahmepunkt verbundenen Gasversorgers;
- das Verbrauchsvolumen an jedem Entnahmepunkt.

Diese Tabelle, der eine ehrenwörtliche Erklärung beigefügt wird zur Bescheinigung, dass diese Daten wahrheitsgetreu sind und die gesamten Verbrauchspunkte darstellen, deren Inhaber die öffentliche Behörde als Endkunde ist, wird jährlich zum 1. Februar eines jeden Jahres der Verwaltung und dem Netzbetreiber auf elektronischem Wege übermittelt. Ist dies nicht der Fall, können die Faktoren "Kcom", "Kprov" und "Kreg" nicht aktualisiert werden.

**Art. 6** - Die Verwaltung prüft die in Artikel 3 genannte Erklärung.

Wenn die Erklärung nicht vollständig ist, setzt die Verwaltung den Netzbetreiber innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Eingang der Erklärung per Einschreiben davon in Kenntnis.

Der Netzbetreiber verfügt über eine Frist von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags der Verwaltung, um die ergänzenden Informationen per Einschreiben zuzuschicken.

**Art. 7** - Auf der Grundlage der in der Erklärung angegebenen Elemente bestätigt die Verwaltung den Betrag der an die Gemeinden, die Provinzen und die Region geschuldeten Gebühren.

**Art. 8** - Die Verwaltung stellt dem Netzbetreiber die Beträge der Gebühren binnen einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Eingang der Erklärung oder ggf. dem Eingang der ergänzenden Informationen, die in Anwendung von Artikel 6 beantragt wurden, per Einschreiben zu. Sie unterrichtet die Region, jede Provinz und Gemeinde sowie ggf. die in Artikel 13 genannte öffentlich-rechtliche Person über die Höhe der ihr geschuldeten Gebühr.

#### KAPITEL IV — *Widersprüche*

**Art. 9** - Die öffentlichen Behörden und der Netzbetreiber verfügen über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang der Zustellung nach Artikel 8, um beim Minister einen Widerspruch einzulegen. Die Beträge der Gebühren können vor Ablauf dieser Frist nicht als endgültig betrachtet werden.

Unter Androhung der Unzulässigkeit wird der Widerspruch der Verwaltung per Einschreiben zugeschickt oder gegen eine Empfangsbestätigung ausgehändigt.

**Art. 10** - Die Verwaltung untersucht den Widerspruch.

Falls ergänzende Informationen notwendig sind, setzt die Verwaltung den Netzbetreiber oder die betroffenen öffentlichen Behörden innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Widerspruchs per Einschreiben davon in Kenntnis.

Der Netzbetreiber ist verpflichtet, wenn die Verwaltung dies von ihm verlangt, ihr zwecks Überprüfung alle Dokumente oder Angaben mitzuteilen, die zur Bestimmung der Daten notwendig sind, die bei der Berechnung der Werte kWhGR, K und L benutzt werden.

Der Netzbetreiber verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang des Antrags der Verwaltung, um die ergänzenden Informationen per Einschreiben zuzuschicken.

Die Verwaltung hört den Netzbetreiber und die öffentliche Behörde an, wenn er/sie es beantragt.

**Art. 11** - Der Minister stellt der öffentlichen Behörde und dem Netzbetreiber seinen Beschluss binnen fünfundvierzig Tagen ab dem Eingang des Widerspruchs oder ggf. der ergänzenden Informationen, die in Anwendung von Artikel 10 beantragt wurden, per Einschreiben zu.

#### KAPITEL V — *Zahlung der Gebühren und der Verzugszinsen*

**Art. 12** - Der Netzbetreiber zahlt die Gebühren zur Hälfte vor dem 30. Juni und zur Hälfte vor dem 31. Dezember des Jahres n, auf das sich die Gebühren beziehen.

Die Zahlung geht an die Region, Provinz und Gemeinde oder jede andere, von ihr bezeichnete juristische Person.

Wenn im Falle eines Widerspruchs der Beschluss über den Widerspruch nach dem 30. Juni gefasst wird, wird die Hälfte des mitgeteilten Betrags vor dem 30. Juni gezahlt, wobei der zweite vor dem 31. Dezember zu zahlende Teilbetrag aufgrund dieses Beschlusses ausgeglichen wird.

**Art. 13** - Verzüge, die auf den Netzbetreiber wegen der späten Übermittlung der Erklärung oder der von der Verwaltung beantragten Informationen oder einer Spätzahlung zurückzuführen sind, geben Anspruch auf Verzugszinsen zugunsten der betroffenen öffentlichen Behörde; diese Verzugszinsen belaufen sich auf den um drei Punkte erhöhten gesetzlichen Zinssatz.

**Art. 14** - Die Gebühr bildet eine in übertragenen kWh ausgedrückte Überlastung zu den Kosten für die Benutzung des Netzes.



## 6. Betrag der jeder Gemeinde geschuldeten Gebühr (K und L):

Identifizierung der Gemeinden (Liste)	Anzahl erfasster Kwh	Länge (in Metern) des mit Gasleitungen ausgerüsteten Straßen- und Wegenetzes	Höhe der Gebühr

Für richtig bescheinigt,

Datum:

Unterschrift:

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010 über die Gebühr auf die Benutzung des öffentlichen Eigentums durch das Gasnetz als Anlage beigefügt zu werden

Namur, den 15. Juli 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung

J.-M. NOLLET

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 2804

[2010/204260]

**15 JULI 2010. — Besluit van de Waalse Regering  
betreffende de bijdrage wegens gebruik van het openbaar domein door het gasnet**

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op artikel 20 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, vervangen bij het decreet van 10 december 2009;

Gelet op het advies van de Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest, gegeven op 7 juli 2010;

Gelet op het advies 48.475/4 van de Raad van State, gegeven op 7 juli 2010, overeenkomstig artikel 84, § 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de distributienetbeheerders de wegenisbijdrage moeten betalen en dat ze zo spoedig mogelijk in kennis gesteld moeten worden van de draagwijdte van het mechanisme, o.a. de storting aan de gemeenten, aan de provincies en aan het Gewest, alsook de vrijstelling van het verbruiksvolume van die instanties om de betaling ervan vanaf 2010 te waarborgen;

Op de voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling en van de Minister van Plaatselijke Besturen en van de Stad;

Na beraadslaging,

**TITEL I. — Bijdrage wegens gebruik van het openbaar domein door het gasnet**

**HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet" : het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;

2° "administratie" : het Departement Energie en Duurzaam Gebouw van het Operationeel directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst;

3° "overheid" : de gemeenten, de provincies en het Waalse Gewest;

4° "kWugas" : het gasverbruik, uitgedrukt in hoger warmtevermogen.

De definities opgenomen in artikel 2 van het decreet zijn toepasselijk krachtens dit besluit.